

L'Union européenne : 446 millions d'habitants, 27 pays



États membres de l'Union européenne (2019)

Pays candidats et pays candidats potentiels



Leur contribution à une paix et prospérité durables...



Konrad Adenauer



Simone Veil



Alcide De Gasperi



Winston Churchill



Robert Schuman



Jean Monnet



Une devise :
Unis dans la diversité



L'hymne européen



L'euro



Le drapeau européen



Journée de l'Europe, le 9 mai



Български

Čeština

dansk

Deutsch

eesti keel

Ελληνικά

English

español

français

Gaeilge

hrvatski

Italiano

latviešu valoda

lietuvių kalba

magyar

Malti

Nederlands

polski

português

Română

slovenčina

slovenščina

suomi

svenska



- 1989** Chute du mur de Berlin et fin du communisme
Aide économique de l'UE (programme PHARE)
- 1992** Les critères d'adhésion à l'UE sont fixés :
- démocratie et État de droit
 - économie de marché viable
 - Capacité de mise en œuvre du droit de l'UE
- 1998** Ouverture des négociations formelles en vue de l'élargissement
- 2002** Le sommet de Copenhague approuve un grand élargissement de 10 nouveaux pays
- 2004** Dix nouveaux États membres : Chypre, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie
- 2007** La Bulgarie et la Roumanie rejoignent l'UE
- 2013** La Croatie entre dans l'UE le 1er juillet





Pays	Population (millions)
Bosnie-Herzégovine	3,5
Monténégro	0,6
Kosovo selon la résolution de sécurité de l'ONU 1244	1,8
Macédoine du Nord	2,1
Albanie	2,9
Serbie	7
Turquie	79,8



1952

La Communauté européenne du charbon et de l'acier

1958

Les traités de Rome :

- La Communauté économique européenne
- La Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM)

1987

L'Acte unique européen : le marché unique

1993

Traité sur l'Union européenne - Maastricht

1999

Traité d'Amsterdam

2003

Traité de Nice

2009

Traité de Lisbonne

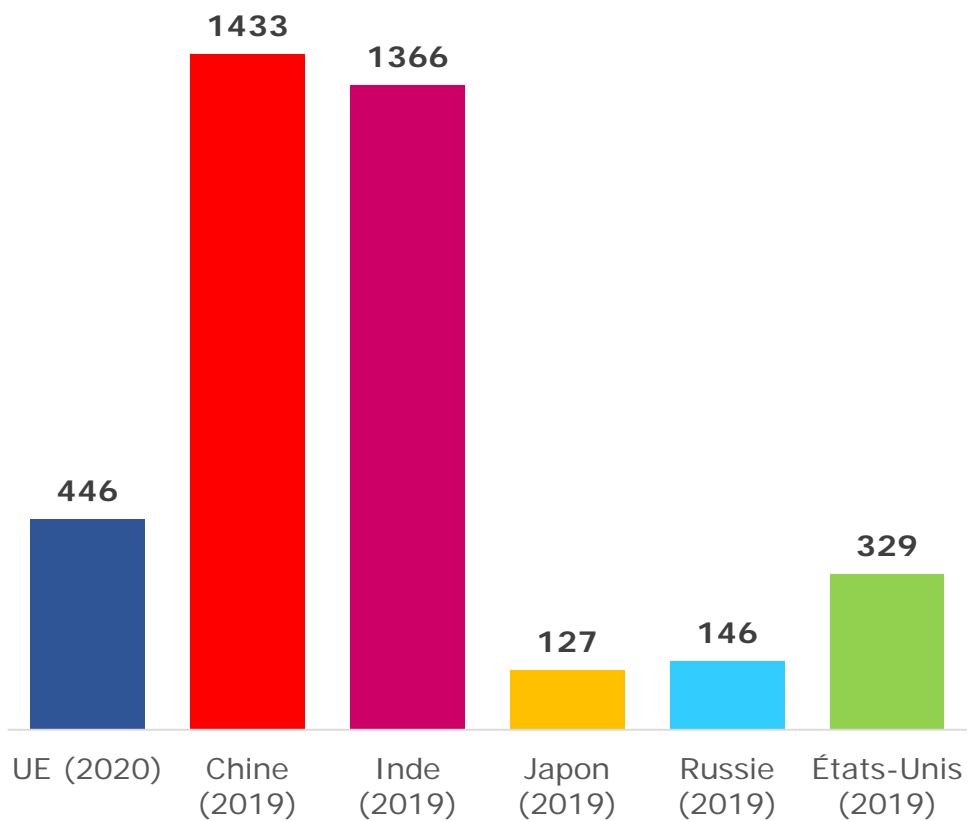


Contraignante pour l'ensemble des activités de l'UE
54 articles sous six intitulés :





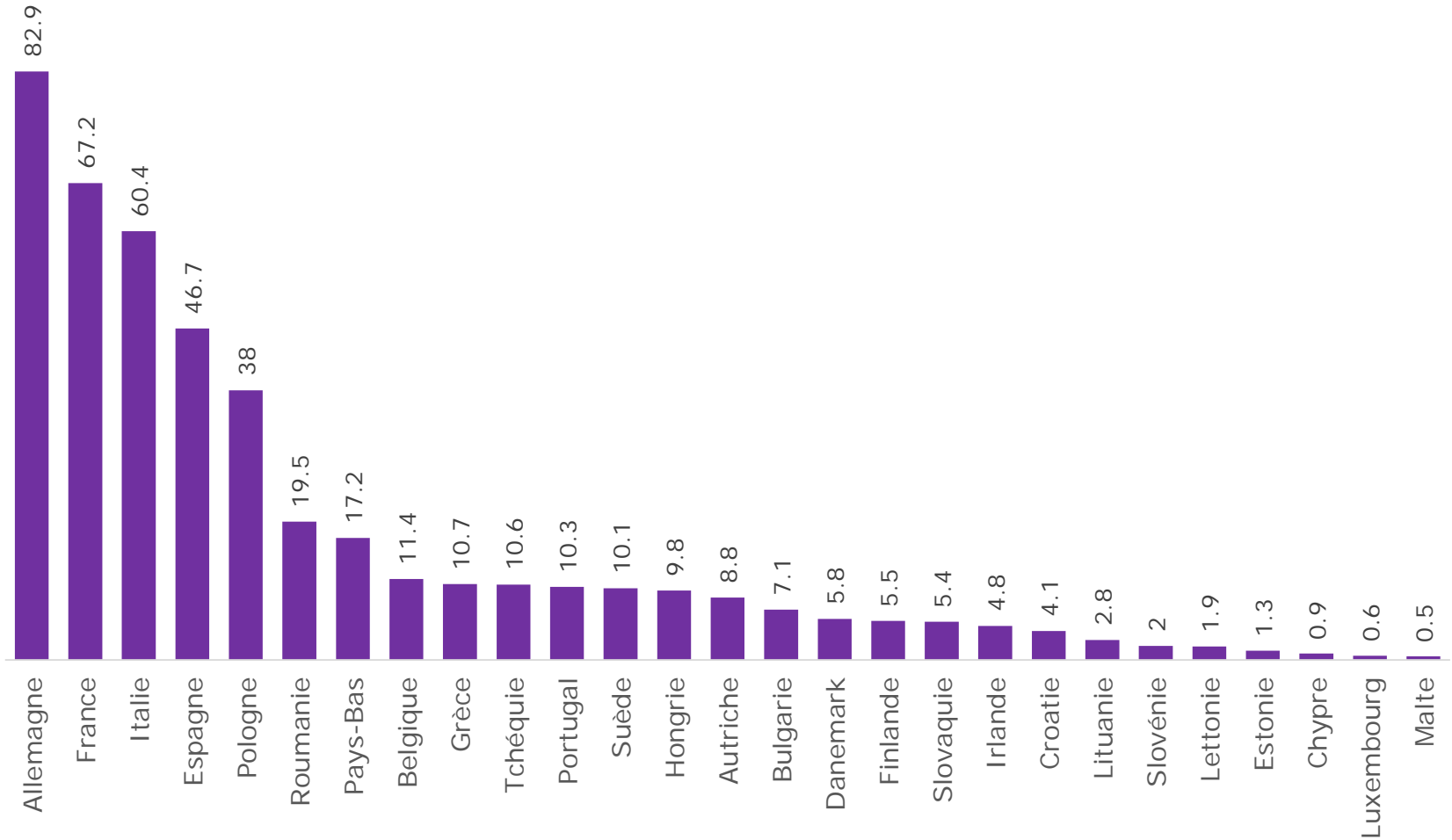
Population en millions



Combien de personnes vivent dans l'UE ?



Population en millions (2019)
446 millions au total





2008 : Début de la crise financière mondiale aux États-Unis.

Réponse coordonnée des dirigeants européens :

- **Engagement en faveur de l'euro et d'une stabilité financière**
- **Nouveaux outils de gestion des crises et réforme des règles :**
 - Mécanisme européen de stabilité : fonds pour aider les pays en difficulté économique extraordinaire
 - Nouvelles lois pour la stabilité des banques
 - Union bancaire : supervision des banques dans toute l'UE et mécanisme pour fermer les banques en faillite
- **Améliorer la gouvernance économique :**
 - Semestre européen : procédure annuelle pour coordonner les budgets publics
 - Pacte Euro+, 'traité fiscal compact' : engagements mutuels pour des finances publiques saines



Le Fonds européen pour les investissements stratégiques

- 2015: l'économie européenne commence à se redresser après la crise, mais le niveau des investissements reste faible. Les investisseurs ont de l'argent, mais demeurent méfiants.
- Lancé à la mi-2015, le **Fonds européen pour les investissements stratégiques** est doté d'une enveloppe de 21 milliards d'euros provenant de l'UE et de la Banque européenne d'investissement. Il vise à attirer des financements provenant d'autres sources, en particulier des fonds privés.
- Le Fonds investit dans des projets commerciaux viables, par exemple dans le domaine des infrastructures numériques et énergétiques, des transports, des petites entreprises, des projets verts et de l'innovation.
- Environ 370 milliards d'euros d'investissements à la fin de 2018.
- Le **Fonds européen pour les investissements stratégiques 2.0**: le Fonds a été amélioré et prorogé jusqu'à la fin de 2020. Son objectif d'investissement a été porté à au moins 500 milliards d'euros.
- À la fin de 2018, le Fonds avait permis de soutenir 750 000 emplois et d'accroître le PIB (produit intérieur brut) de l'UE de 0,6 %.
- Les prévisions indiquent la création de 1,4 million d'emplois et une augmentation du PIB de 1,3 % d'ici à 2020.



La réponse de l'UE à la crise financière :



- **Règles :**

De nouvelles lois pour garantir que les banques disposent d'un capital adéquat et pour un meilleur contrôle des risques

- **Supervision :**

La Banque centrale européenne supervise les +/- 130 banques les plus importantes

Les superviseurs bancaires nationaux travaillent en étroite collaboration

- **Résolution :**

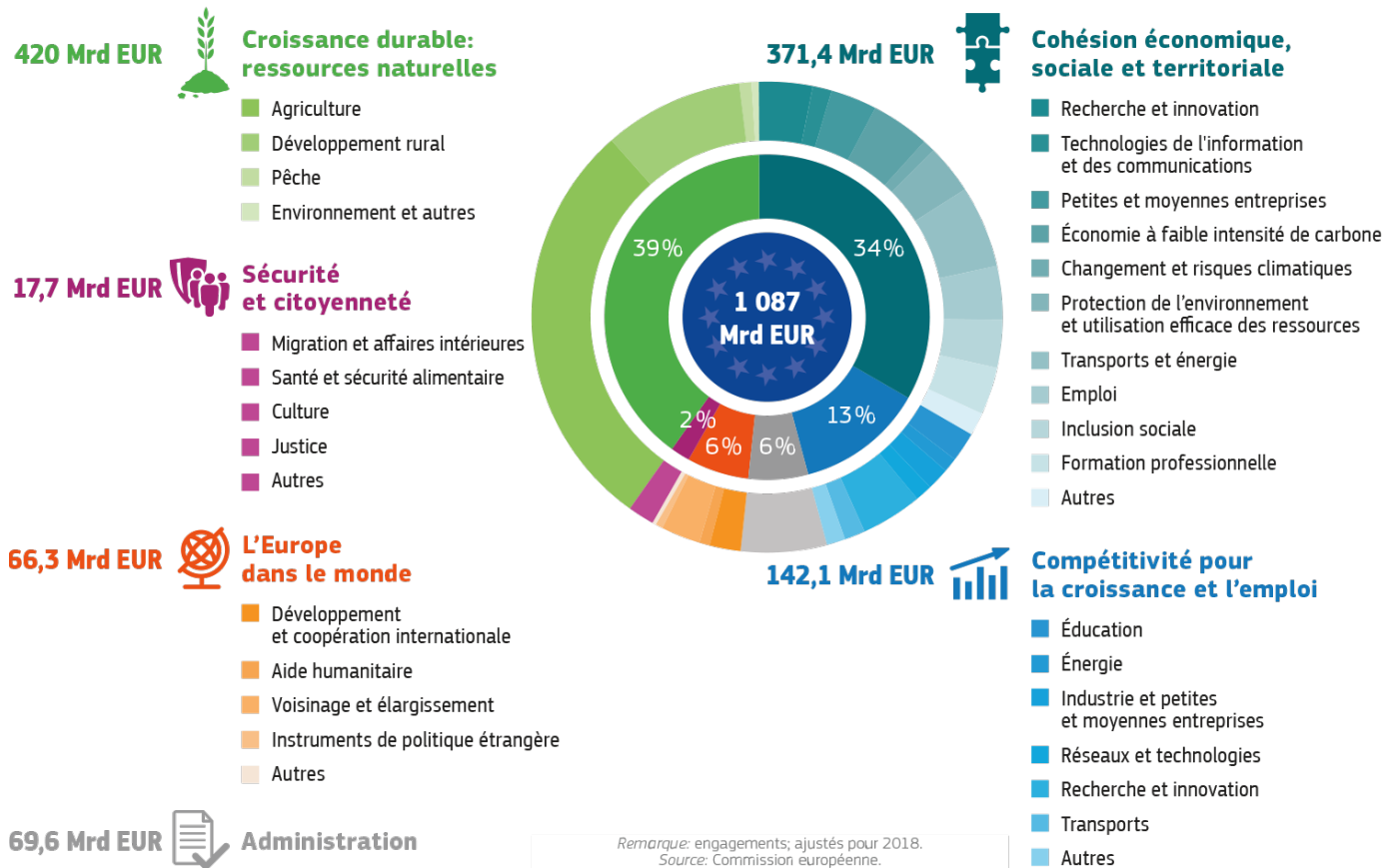
Une commission de règlement unique à l'échelle de l'Europe peut décider de fermer une banque en faillite

Cette commission est soutenue par un fonds auquel les banques elles-mêmes contribuent, garantissant de la sorte que les contribuables n'auront pas à payer la facture.

Comment l'UE dépense-t-elle son argent ?



Domaines financés par le budget de l'UE (2014-2020)



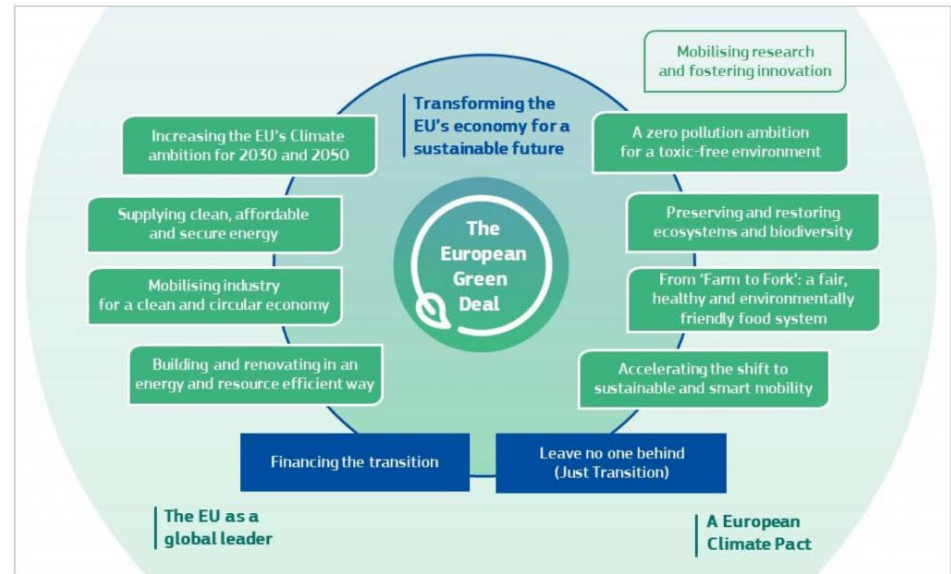
En 2018, le budget annuel de l'UE s'élevait à environ 160 milliards d'euros - une somme importante en termes absolus, mais seulement environ 1% de la richesse générée chaque année par les économies des États membres.



Renforcer l'ambition climatique de l'UE pour 2030 et 2050

Devenir le premier continent climatiquement neutre au monde d'ici à 2050 est le plus grand défi et la plus grande chance de notre temps. Pour y parvenir, la Commission européenne a présenté **le pacte vert pour l'Europe** en décembre 2019.

Le pacte vert fait partie intégrante de la stratégie de la Commission visant à mettre en œuvre les objectifs de développement durable et le programme des Nations unies à l'horizon 2030.



La Commission proposera la première «législation climatique» européenne d'ici mars 2020. Cela permettra d'ancrer dans la législation l'objectif de neutralité climatique d'ici à 2050.

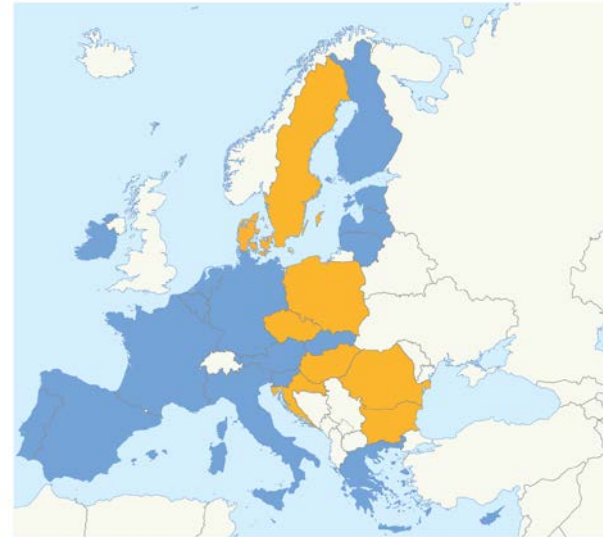
L'Union a déjà entamé la modernisation et la transformation de l'économie dans la perspective de la neutralité climatique. Entre 1990 et 2018, elle a réduit de 23 % ses émissions de gaz à effet de serre, tandis que l'économie enregistrait une croissance de 61 %.

D'ici l'été 2020, la Commission présentera un plan assorti d'une analyse d'impact pour porter l'objectif de l'UE en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour 2030 à au moins 50 % et tendre vers 55 % par rapport aux niveaux de 1990, et ce de manière responsable.



Pourquoi l'euro ?

- Pas de risque de fluctuation et de coût en devises étrangères
- Plus de choix et des prix stables pour les consommateurs
- Une coopération économique plus étroite entre les pays de l'UE



- Pays de l'UE qui utilisent l'euro
- Pays de l'UE qui n'utilisent pas l'euro

Utilisé dans toute la zone euro

- Pièces : le côté pile est commun, le côté face arbore des symboles nationaux
- Billets : pas de face nationale





La liberté de circulation est garantie pour :

- les biens
- les services
- les personnes
- les capitaux

Le marché unique a permis :

- de réduire significativement le prix de nombreux produits et services, notamment pour les billets d'avion et la téléphonie
- d'offrir plus de choix au consommateur
- de créer des millions de nouveaux emplois
- d'offrir plus d'opportunités pour les entreprises



Depuis mai 2015, la Commission européenne a mis en œuvre la plupart des propositions annoncées dans sa stratégie pour un marché unique numérique, notamment:

- De nouvelles règles strictes de l'UE sur la protection des données à caractère personnel sont entrées en vigueur le 25 mai 2018.
- L'initiative WiFi4EU soutient l'installation de points d'accès Wi-Fi publics gratuits dans les collectivités locales partout dans l'UE.
- De nouveaux outils sont proposés pour aider à défendre les citoyens et les entreprises contre les cyberattaques.
- Depuis 2018, de nouvelles règles permettent aux citoyens d'utiliser leurs abonnements en ligne à des films, à la télévision, à des livres électroniques, à des jeux vidéo et à des services de musique lorsqu'ils voyagent au sein de l'UE.
- En 2018, il est prévu d'investir 1 milliard d'euros dans la mise en place d'une infrastructure européenne de supercalculateurs d'envergure mondiale.



L'Europe possède les niveaux de protection sociale les plus élevés au monde et se place dans le peloton de tête pour ce qui est de la qualité de vie et du bien-être.

Elle maintient ces avantages grâce à un certain nombre d'initiatives:

- La **Charte sociale européenne** garantit des droits sociaux et économiques fondamentaux. Elle garantit un large éventail de droits humains liés à l'emploi, au logement, à la santé, à l'éducation, à la protection sociale et au bien-être.
- Le **Fonds social européen** est le principal instrument dont dispose l'UE pour soutenir l'emploi, aider les personnes à trouver des emplois de meilleure qualité et offrir des perspectives professionnelles plus équitables à l'ensemble des citoyens de l'UE. En investissant 10 milliards d'euros par an, il améliore les perspectives d'emploi de millions d'Européens, en particulier ceux qui éprouvent des difficultés à trouver un emploi.
- La **stratégie européenne pour l'emploi** vise essentiellement à créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité dans l'ensemble de l'UE.
- La **garantie pour la jeunesse** est un engagement pris par l'ensemble des pays de l'UE de veiller à ce que tous les jeunes âgés de moins de 25 ans puissent bénéficier d'une offre de qualité en matière:
 - d'emploi,
 - de formation continue,
 - d'apprentissage,
 - de stage,dans les quatre mois suivant la perte de leur emploi ou la fin de leurs études.



'Schengen', qu'est-ce que c'est ?

- Aucun contrôle policier ou douanier aux frontières entre la plupart des pays de l'UE et la Norvège, le Liechtenstein, la Suisse et l'Islande.
- Des contrôles renforcés aux frontières extérieures de l'UE
- Une intensification de la coopération entre les services de police des différents États membres
- Pouvoir acheter et rapporter tout bien à usage personnel lors d'un voyage entre deux pays de l'UE





Erasmus+

Chaque année, plus de 400 000 jeunes partent étudier ou entreprendre un développement personnel dans un autre pays européen, avec le soutien du programme européen Erasmus+ pour l'éducation, l'apprentissage, la jeunesse et les sports.

En outre, Erasmus+ soutient le **Corps européen de solidarité** et le **service volontaire européen**.





- Charte européenne des droits fondamentaux
- Lutte conjointe contre le terrorisme
- Coopération entre les forces de police et ceux qui font appliquer la loi dans divers pays de l'UE
- Politiques coordonnées en matière d'asile et d'immigration
- Coopération en matière de droit civil



Politique étrangère et de sécurité commune

L'UE poursuit un ambitieux programme de négociations commerciales et mène une politique commerciale équilibrée et novatrice pour maîtriser la mondialisation.

Nouveaux accords commerciaux avec:

- le Canada (2017)
- le Japon (2018)
- et de nombreux autres partenaires...



Aide au développement et aide humanitaire

- Mécanisme de protection civile: aide publique fournie immédiatement après une catastrophe
- rescEU, nouveau système destiné à accroître les capacités globales de réaction aux catastrophes.



La politique étrangère et de sécurité de l'UE est axée sur:

- la promotion de la paix et de la sécurité internationales,
- la coopération au développement,
- les droits de l'homme et l'état de droit;
- la réaction aux urgences humanitaires et climatiques.

• Sur le plan international, l'UE a recours aux outils diplomatiques, politiques, économiques, sécuritaires et humanitaires dont elle dispose pour trouver des solutions pacifiques aux conflits, notamment en Libye, en Syrie et en Ukraine.

• En décembre 2017, 25 États membres ont mis en place une coopération structurée permanente, un cadre juridiquement contraignant pour coopérer plus étroitement en matière de sécurité et de défense.

• En 2017, un Fonds européen de la défense a été créé pour encourager la coopération en matière de recherche et de développement sur des technologies et des produits de défense industriels conjoints. Le Fonds investira 90 millions d'euros dans la recherche et 500 millions d'euros dans le développement d'ici à 2020.

• En avril 2019, le Parlement européen a approuvé des mesures pour que le Fonds soit doté d'un montant estimé à 13 milliards d'euros dans le cadre du prochain budget à long terme de l'UE (CFP) entre 2021 et 2027, et qu'il finance des projets de recherche collaborative, principalement au moyen de subventions.

L'UE est le numéro un mondial de l'aide au développement



Grâce à l'aide et à la coopération, l'UE soutient les pays en développement et leur transition vers la stabilité économique et sociale.

L'Union européenne et ses États membres ont continué d'être le premier pourvoyeur mondial d'aide publique au développement en 2018 et ont intensifié leurs efforts à l'égard des pays en développement.

L'aide collective de l'Union européenne et de ses États membres s'élevait à plus de 74,4 milliards d'euros en 2018.

L'Alliance Afrique-Europe pour un investissement et des emplois durables, lancée en septembre 2018, vise à donner une nouvelle dimension au partenariat entre l'UE et l'Afrique. Elle contribuera à améliorer la création d'emplois en Afrique en soutenant l'éducation et les compétences, en stimulant les échanges commerciaux et en mobilisant des investissements dans des secteurs économiques stratégiques.





L'égalité entre les femmes et les hommes est une valeur fondamentale de l'UE

L'UE vise à aider les femmes à obtenir les emplois qu'elles souhaitent et le même salaire que les hommes, ainsi qu'à trouver un meilleur équilibre entre le travail et d'autres aspects de la vie:

- **Emploi:** en 2017, la proportion de femmes occupant un emploi dans l'UE a augmenté pour atteindre 66,6 %, contre près de 80 % pour les hommes.
- **Égalité de rémunération:** en moyenne, les femmes gagnent 16 % de moins que les hommes au sein de l'UE. En novembre 2017, l'UE a présenté un plan d'action (Nouveau départ) destiné à combler l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes.
- **Financement:** parmi les actions spécifiques visant à permettre aux femmes d'accéder à l'emploi figurent des programmes leur permettant de se reconvertir et d'améliorer leurs compétences, ainsi que des mesures pour les aider à réintégrer le monde du travail après une interruption de carrière, en fournissant des services de garde d'enfants, en leur donnant des conseils personnalisés et en sensibilisant les employeurs aux défis auxquels elles sont confrontées.
- **Économie:** l'écart en matière d'emploi entre les hommes et les femmes coûte 370 milliards d'euros par an à l'économie de l'UE. L'amélioration de l'égalité entre les femmes et les hommes pourrait entraîner la création de 10,5 millions d'emplois d'ici à 2050 et stimuler l'économie de l'UE à hauteur de 1 950 milliards à 3 150 milliards d'euros.
- Une autre priorité majeure est de mettre un terme à la violence à l'égard des femmes et des filles. La **campagne NON.NO.NEIN** financée par l'UE encourage les femmes et les hommes à s'opposer aux violences à l'égard des femmes.





La pollution ne s'arrête pas aux frontières, c'est pourquoi il faut agir ensemble



Quelques accomplissements de l'UE :

- des eaux de baignades plus propres
- beaucoup moins de pluies acides
- une généralisation de l'essence sans plomb
- une mise au rebut facile et sûre des équipements électroniques usagés
- des règles de sécurité strictes à chaque étape de la chaîne alimentaire
- une agriculture biologique et de qualité plus importante
- des avertissements sanitaires plus efficaces concernant la nocivité du tabac
- un enregistrement et un contrôle de tous les produits chimiques (REACH)



En tant que consommateur, vous êtes protégé par des lois fondamentales qui s'appliquent dans toute l'UE, même lorsque vous voyagez ou effectuez des achats en ligne

- Étiquetage clair
- Normes de santé et de sécurité
- Interdiction de pratiques abusives dans les contrats
- Droits des passagers, comme le droit à une indemnisation en cas d'importants retards
- Aide pour trouver une solution à vos problèmes





Le Parlement européen

- voix du peuple

David Sassoli, président du Parlement européen



Le Conseil européen et le Conseil

- voix des États membres

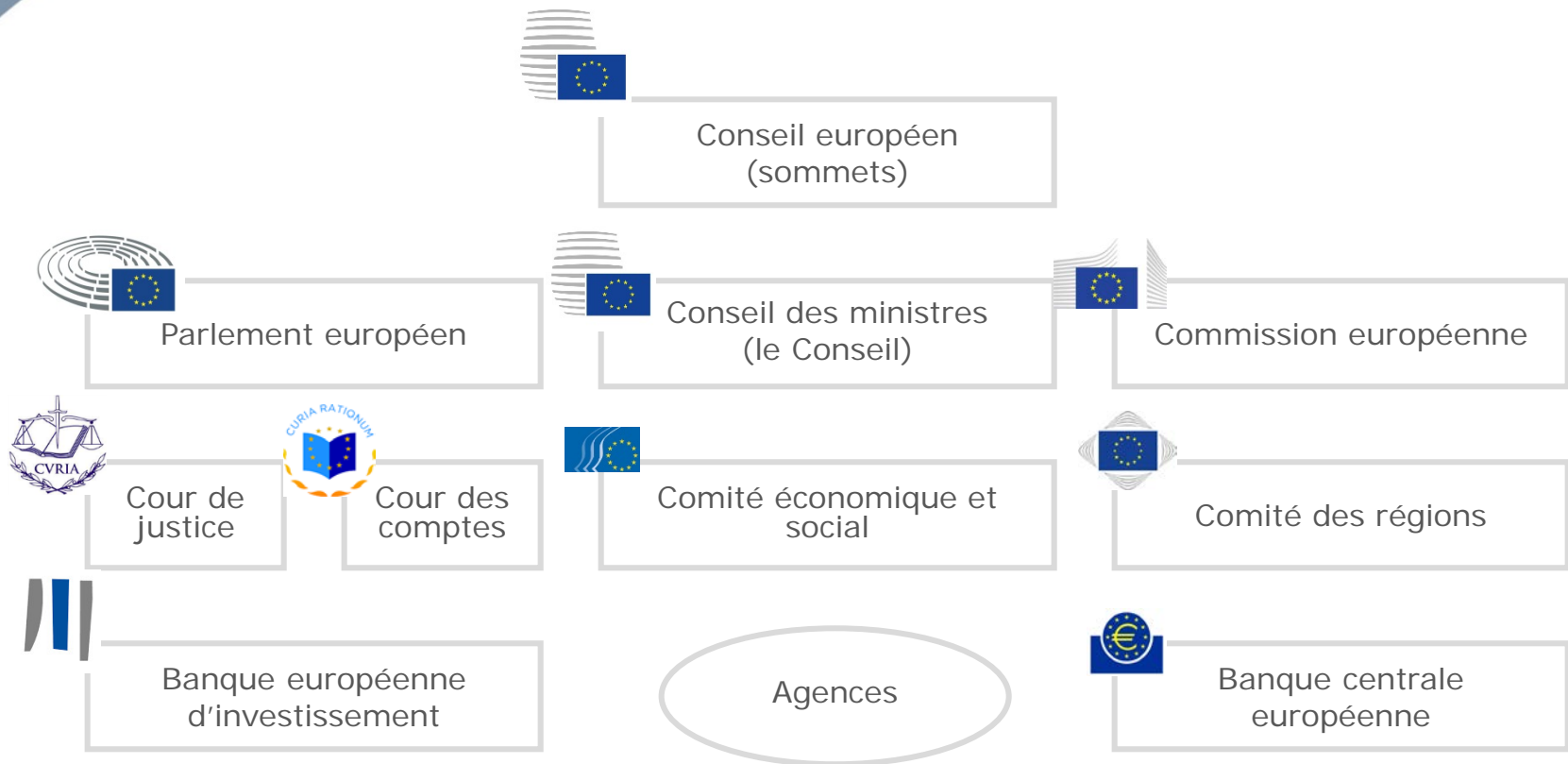
Charles Michel, président du Conseil européen



La Commission européenne

- promotrice de l'intérêt commun

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne



Comment la législation européenne est-elle élaborée ?





- Un ministre de chaque État membre
- Présidence tournante tous les 6 mois
- Adopte des actes législatifs et le budget de l'UE en collaboration avec le Parlement
- Gère la politique étrangère et de sécurité commune





La plupart des décisions du Conseil se prennent à la
“**double majorité**”.

Une décision doit être adoptée par minimum :

- 55 % des États membres
- États membres représentant 65 % de la population totale de l'UE



Sommets réunissant les chefs d'Etat et de gouvernement de tous les pays de l'Union européenne



- Au moins quatre sommets par an
- Fixe les grandes lignes politiques de l'UE
- Président: Charles Michel



Josep Borrell

- Double casquette :
 - Il préside les réunions du Conseil des affaires étrangères
 - Il est vice-président de la Commission européenne
- Il gère la politique des affaires étrangères et de sécurité
- Il dirige le Service européen pour l'action extérieure





27 commissaires, un par État membre de l'UE)

- Elle propose de nouvelles législations
- Elle est l'organe exécutif de l'UE
- Elle est la 'gardienne des traités'
- Elle représente l'UE sur la scène internationale





27 juges indépendants (un par État membre de l'UE)

- Elle statue sur l'interprétation du droit de l'UE
- Elle veille à ce que le droit européen soit appliqué uniformément dans tous les pays de l'UE





Emily O'Reilly
Médiateur européen



- Enquête sur les plaintes relatives à une insuffisance ou une défaillance administrative de la part des institutions de l'UE
- Exemples : injustices, discriminations, abus de pouvoir, retards inutiles, absence de réponses ou procédures incorrectes
- Toute personne au sein de l'UE a le droit de déposer une plainte



27 membres indépendants

- Elle contrôle la légitimité des dépenses des institutions européennes
- Elle peut contrôler toute personne ou organisation gérant des fonds de l'UE





Christine Lagarde

Présidente de la Banque centrale européenne



- Elle veille à la stabilité des prix
- Elle gère les réserves monétaires et fixe les taux d'intérêt
- Elle veille à la sécurité des banques
- Elle travaille en toute indépendance par rapport aux gouvernements



- Il représente les syndicats, les employeurs, les agriculteurs, les consommateurs, etc.
- Il est consulté pour l'élaboration de la législation et des politiques de l'UE
- Il encourage la participation de la société civile dans les affaires européennes





- Il représente les villes et régions
- Il est consulté pour l'élaboration de la législation et des politiques de l'UE
- Il encourage la participation des pouvoirs publics locaux dans les affaires européennes





Des questions sur l'UE ? Europe Direct peut vous aider



- Par téléphone, email ou webchat
- Plus de 500 centres d'information régionaux

europa.eu/europedirect